

UNDT/2022/057, Richard Lapper

Décisions du TANU ou du TCNU

Si la demande est à recevoir dans son intégralité, bien que le demandeur ait remis en question la légalité du seuil pour se qualifier pour une allocation monoparentale, contenue dans la SEC. 4.4 de ST / AI / 2018/6, il doit être compris comme faisant partie de son raisonnement juridique ou de ses arguments et ne peut être considéré comme la «décision contestée» comme suggéré par l'intimé. En effet, le demandeur ne prétend pas dans le résumé que l'exigence contenue dans la Sec. 4.4 de ST / AI / 2018/6 est illégal mais cherche plutôt à contester l'application directe et individuelle de l'exigence spécifique à son cas car elle affecte négativement ses conditions de nomination. À la lumière de cela et considérant que les arguments juridiques soulevés par le demandeur ne peuvent pas être interprétés ou considérés comme la «décision attaquée», le tribunal constate que la demande est à recevoir dans son intégralité. Contenir autrement représenterait une limitation inacceptable du droit du demandeur à accéder à la justice et une sérieuse limitation de la portée du Tribunal en matière de contrôle judiciaire. Légité de la décision contestée, si la nouvelle exigence de la Sec. 4.4 de ST / AI / 2018/6 dépasse le pouvoir discrétionnaire du Secrétaire général dans la mise en œuvre de la résolution générale de l'Assemblée 70/244. , l'Assemblée générale a conféré au Secrétaire général le pouvoir d'établir des conditions concernant l'octroi de l'allocation parentale seul. Par conséquent, en établissant le seuil de Sec. 4.4 de ST / AI / 2018/6, le Secrétaire général a agi conformément aux résolutions de l'Assemblée générale 70/244 et 71/263, et a exercé son pouvoir discrétionnaire dans la mise en place de conditions conformément au règlement 3.5 du personnel et au personnel 3.6 (b) . En tant que tel, il n'y a pas de conflit normatif entre les actes de l'Assemblée générale et leur exécution par le Secrétaire général. Deuxièmement, il relève de la discrétion du Secrétaire général d'introduire un nouveau critère d'éligibilité en ST / AI / 2018/6. À cet égard, le tribunal note que les preuves enregistrées montrent que les conditions d'éligibilité pour l'allocation des parents monoparentaux contenues dans ST / AI / 2016/8 étaient de nature temporaire. En effet, le message de diffusion du 25 septembre 2017 montre clairement que

l'allocation parentale était «un nouveau droit qui [n'avait] pas encore été établi». En conséquence, le Secrétaire général n'a pas dépassé les pouvoirs qui lui ont été conférés par les résolutions 70/244 et 71/263 lors de la mise en place de conditions pour recevoir l'allocation parentale unique en Sec. 4.4 de ST / AI / 2018/6. Si l'exigence établie par Sec. 4.4 de ST / AI / 2018/6 est approprié que la justification sous-jacente de la création d'une allocation monoparentale était de protéger une certaine catégorie de membres du personnel, à savoir ceux qui portaient le fardeau de l'éducation d'un enfant par eux-mêmes ou d'être les seuls fournisseurs, de l'impact négatif de la réduction des prestations de dépendance des enfants. Ainsi, le paragraphe 19 de la résolution générale de l'Assemblée 70/244 limite clairement les bénéficiaires aux «membres du personnel qui sont des parents célibataires et qui fournissent un soutien principal et continu». En tant que tel, le simple statut matrimonial de «non marié» (par exemple, célibataire, veuve ou séparé) était insuffisant pour qu'un membre du personnel soit éligible à une allocation monoparentale. Des exigences supplémentaires devaient être satisfaites pour garantir que le membre du personnel «fournit un soutien principal et continu». Par conséquent, les exigences établies par Sec. 4.4 de ST / AI / 2018/6 En relation avec l'allocation de parent seul est conforme à son objet et à son objectif et conformément au texte pertinent dans la résolution générale de l'assemblée 70/244. Le requérant fait valoir que les seuils adoptés par l'intimé de facto éviscèrent un avantage pour un groupe de membres du personnel, dont le demandeur, qui en a autrefois bénéficié. Cependant, ST / AI / 2016/8 était de nature temporaire. Le fait qu'un groupe de membres du personnel ait précédemment bénéficié de l'allocation des parents seuls conformément à ST / AI / 2016/8 ne crée pas un droit acquis à reporter à ST / AI / 2018/6. Le demandeur fait également appel au principe de l'égalité et de la non-discrimination. Ce principe ne s'applique que lorsque les membres du personnel dans des situations similaires sont traités différemment. En l'espèce, le demandeur tombe dans l'un des deux groupes sous ST / AI / 2018/6 - à savoir les membres du personnel dont les enfants ne résident pas avec eux - et n'ont fait preuve d'aucune différence de traitement au sein de ce groupe. Le tribunal rappelle également qu'il n'y a pas de discrimination lorsque différents traitements des membres du personnel «proviennent d'une considération générale d'une catégorie de membres du personnel, par rapport à une autre catégorie» (voir Tabari 2011-UNAT-177, par. 26). À la lumière de ce qui précède, le seuil établi dans la Sec. 4.4 de ST / AI / 2018/6 par rapport à l'octroi de l'allocation monoparentale est approprié. Si Sec. 4.4 de ST / AI / 2018/6 a été correctement appliqué à la situation du demandeur. Le demandeur ne prétend pas que l'administration appliquait à tort

ST / AI / 2018/6 à son cas. De plus, lors de l'émission du ST / AI / 2018/6 le 1er mai 2018, le demandeur n'a plus répondu à l'exigence en vertu de l'art. 4 pour recevoir l'allocation monoparentale. À cet égard, le demandeur ne conteste pas que le montant du soutien financier qu'il a fourni à ses enfants est inférieur au seuil indiqué dans la Sec. 4.4 de ST / AI / 2018/6. Cependant, le demandeur a reçu un paiement excessif jusqu'au 30 avril 2021. Néanmoins, étant donné que le demandeur n'était pas au courant ou ne pouvait raisonnablement pas être censé être conscient du trop-payé, l'administration a limité le recouvrement du trop-payé aux montants payés au cours de deux ans période précédant la notification en vertu de la Sec. 3.1 de ST / AI / 2009/1. Par conséquent, la décision de l'organisation d'arrêter le paiement de l'allocation des seuls parents et de récupérer le montant indûment reçu par le demandeur est légale.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

Le demandeur conteste «l'évocation [r] de l'allocation monoparentale et de sa récupération rétroactive».

Principe(s) Juridique(s)

Il relève de la compétence du Tribunal «pour individualiser et définir la décision administrative attaquée par une partie et identifier ce qui est en fait contesté et ainsi, sous réserve d'un examen judiciaire» (voir Massabni 2012- unat-238, par. 26). Par conséquent, «[i] t est le rôle du tribunal des litiges pour interpréter et comprendre adéquatement la demande soumise par la partie en mouvement, quel que soit le nom que le parti attache au document, car le jugement doit nécessairement se référer à la portée des affirmations des parties »(Voir, par exemple, Fasanella 2017-UNAT-765, par. 20; Cardwell 2018-UNAT-876, par. 23). Dans les cas où la mise en œuvre d'une décision réglementaire implique l'exercice du pouvoir discrétionnaire par l'administration, y compris l'interprétation d'une décision réglementaire ambiguë, la conformité aux procédures ou l'application de critères, un tel exercice de pouvoir discrétionnaire est soumis à un examen judiciaire (voir Lloret Alcañiz et al ., 2018-UNAT-840, par. 59). L'administration a une obligation et a le droit de rectifier sa propre erreur et les «intérêts de la justice exigent que le secrétaire général conserve le pouvoir discrétionnaire pour corriger les décisions erronées» (voir Kauf 2019- unat-934, par. 22; Cranfield 2013- Unat-

367, par. 36).

Résultat

Rejeté sur le fond

Applicants/Appellants

Richard Lapper

Entité

HCDH

Numéros d'Affaires

UNDT/GVA/2021/065

Tribunal

TCNU

Lieu du Greffe

Genève

Date of Judgement

14 Jun 2022

Duty Judge

Juge Bravo

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Indemnisation pour personnes à charge

Matière (ratione materiae)

Prestations et droits

Compétence / recevabilité (TCNU ou première instance)

Droit Applicable

Instructions Administratives

- ST/IA/2009/1
- ST/IA/2016/8
- ST/AI/2018/6

Résolutions de l'Assemblée générale

- A/RES/70/244
- A/RES/71/263

TCNU Statut

- Article 2

Statut du personnel

- Rule 3.6(b)

Règlement du personnel

- Regulation 3.5

Jugements Connexes

2012-UNAT-238

2017-UNAT-765

2018-UNAT-876

2018-UNAT-840

2011-UNAT-177

2019-UNAT-934

